



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 18/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8**

46, rue de Lagny  
93100 Montreuil

Références : UDRD.2026.03.R.50  
Code AIOT : 0005804051

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 implanté Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 04 mars 2026 a été l'occasion pour l'inspection des installations classées de faire le point sur le fonctionnement et les performances de la barrière hydraulique présente sur le site depuis la fin de l'été 2025, comparativement à la visite d'inspection du 14 janvier 2026. Cette visite a également permis de constater l'avancée des travaux de déconstruction du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8
- Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne

- Code AIOT : 0005804051
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 disposait sur son site de Grand-Couronne d'un entrepôt couvert destiné au stockage de matières et produits combustibles divisé en 4 cellules de 5900m<sup>2</sup> louées à 4 locataires différents. Un incendie s'est déclaré dans l'entrepôt le 16 janvier 2023, détruisant entièrement 3 des 4 cellules.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.2 de l'annexe	Demande d'action corrective	
3	Gestion et traitement des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article Titre 3 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	14 jours
4	Déconstruction	Arrêté Préfectoral du 18/09/2025, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Barrière hydraulique	AP de Mise en Demeure du 28/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 04 mars 2026, l'inspection des installations classées émet les conclusions et les demandes suivantes.

En premier lieu, devant l'augmentation suffisante des débits de pompage de la barrière hydraulique, **l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 février 2025**

Sur les performances d'abattement du lithium opéré par la barrière hydraulique, l'inspection attend du prestataire en charge de son exploitation de la constance dans les résultats obtenus, quitte à multiplier les procédures de régénération des résines échangeuses d'ions si nécessaire.

Concernant le pompage des réseaux d'eau de ruissellement, l'exploitant confirmera à l'inspection le remplacement de la pompe vide cave présente dans le regard n°22, en plus de présenter d'ici le 31 mars 2026 le traitement qu'il compte opérer sur le regard à l'extrême Sud-Est du site (n°1bis).

Enfin, l'inspection des installations classées a constaté la mise en place du chantier de déconstruction du site par l'arrivée d'une première pelle mécanique et de la base vie. **Aussi, l'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade de mise en demeure à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime mais demande la transmission des résultats d'analyses des caractérisations menées, dès que disponibles et avant fin avril 2026. L'exploitant transmettra sa stratégie d'évacuation des déchets avant le 15 mai 2026.**

Sur ce même sujet, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées de manière hebdomadaire les comptes-rendus de suivi du chantier de déconstruction et il profitera de ces travaux pour évacuer définitivement les bigbags de terres excavées issus de l'aménagement sur site de 5 piézomètres en mars 2023 (Pz1 à 5).

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Barrière hydraulique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/02/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Ouvrage de dépollution de la nappe
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 12 décembre 2024 sont abrogées et remplacées par : « La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 (n°SIRET : 904 768 801 00022), dont le siège social est situé 46 rue de Lagny 93100 MONTREUIL, est mise en demeure de respecter, pour son établissement situé sur la commune de GRAND-COURONNE, l'article 2.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié susvisé, en réinstallant puis en exploitant un confinement hydraulique conforme traitant les eaux souterraines polluées du site dès la fin du chantier d'évacuation des résidus calcinés présents dans la cellule 1 de l'entrepôt (prévue 7 semaines après le début du chantier le 12 mars 2025), où dès que les contraintes liées à la coactivité le permettront. Cette échéance peut au besoin être ajustée en cas de retard dûment justifié pris dans le chantier d'évacuation des résidus calcinés. À la même échéance, les dispositions du titre 3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié susvisé sont respectées, en maintenant un niveau d'eau dans les réseaux de son site le plus bas possible, conformément à la gestion et au traitement décrits dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 mars 2023 ».
<b>Constats :</b>  <u>Performance de la barrière hydraulique</u> Un des objectifs de la visite d'inspection du 04 mars 2026 a été pour l'inspection des installations classées de contrôler la performance de la barrière hydraulique, et plus précisément sa montée en débit.

Par courrier électronique du 03 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection le tableau de suivi des débits de la barrière hydraulique renseigné par la société COLAS.

Depuis le 13 février 2026, le débit global de la barrière hydraulique a fortement augmenté en dépassant la plancher visé par l'hydrogéologue agréé de  $3,7\text{m}^3/\text{h}$  pour se stabiliser autour de  $5\text{m}^3/\text{h}$  fin février 2026. Ces résultats sont corroborés par les constatations terrain de l'inspection des installations classées qui a calculé qu'entre les relevés de volucompteurs des puits du 14 janvier et du 4 mars 2026, la barrière hydraulique a atteint un débit de pompage moyen de  $4,41\text{m}^3/\text{h}$ . La société COLAS explique cette montée en puissance soudaine par l'hydrocurage de 9 des 18 puits de la barrière le 13 février 2026.

**Commentaire n°1 :** consécutivement à la montée en performance de la barrière hydraulique décrit dans le présent point de contrôle, **l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 février 2025.**

Par ailleurs, le prestataire a indiqué à l'inspection des installations classées avoir proposé une offre technique d'extension de la barrière hydraulique à ses donneurs d'ordre par l'ajout de 6 puits dans la partie Sud-Ouest du site en vue d'atteindre et de traiter les plus fortes concentrations en lithium dans les eaux souterraines, à proximité du piézomètre n°3.

#### Bâches de stockage

Au cours de la visite de site, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'eau dans les 2 bâches du site, dans une moindre quantité que lors de la visite du 14 janvier 2026. Le tableau de suivi de la société COLAS indique qu'entre le 12 janvier et le 25 février 2026, plus de 400 tonnes d'eaux de régénération composées de lithium et d'acide chlorhydrique ont été évacuées vers des filières de traitement, ce qui a donné lieu à 16 bordereaux de suivi des déchets.

Au jour de la visite, la société COLAS estime générer environ 48 tonnes de déchets liquides par semaine, tandis que son prestataire est en capacité d'évacuer environ 75 tonnes de ces déchets à raison de 3 camions par semaine.

Avec l'augmentation des débits de la barrière hydraulique depuis mi-février et la potentielle extension du nombre de puits, la société COLAS a précisé être à la recherche d'un second prestataire pour l'élimination de ces déchets, la société actuelle n'étant pas en capacité d'augmenter ses norias.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### **N° 2 : Conditions de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.2 de l'annexe

**Thème(s) :** Risques chroniques, Abattement du lithium

#### **Prescription contrôlée :**

Le rejet après traitement est effectué en Seine via les réseaux existants. La réinjection de l'eau en nappe est interdite.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température :  $< 30\text{ }^{\circ}\text{C}$
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représen-

tatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/L

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet au milieu naturel des eaux souterraines, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies et mesurées sur effluent brut non décanté après traitement (moyen 24h) et avant tout mélange ou toute dilution.

[Tableau des paramètres]

(\*) En cas de non atteinte de la concentration de 25 g/l, le rejet en Seine est autorisé sous réserve de justifier d'un abattement supérieur à 95 % et d'une concentration en lithium dans la Seine ne dépassant pas 20 µg/L en prenant en considération le débit quinquennal d'étiage de la Seine de 197m<sup>3</sup>/s.

Les eaux traitées font l'objet d'un prélèvement moyen 24h. Les prélèvements journaliers sont analysés durant les 7 premiers jours puis de façon hebdomadaire. Toute dérive est signalée sans délai à l'inspection des installations classées.

La liste des paramètres à surveiller et la fréquence peuvent être réajustées sur demande étayée de l'exploitant après avis de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

Depuis le début de l'année 2026, le prestataire COLAS et la maîtrise d'œuvre IDDEA ont travaillé, en accord avec l'inspection des installations classées, sur une solution d'abattement à 80% du lithium contenu dans les eaux souterraines du site ; performance inscrite dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 mars 2026.

Depuis la visite mi-janvier de l'inspection des installations classées sur le site, l'exploitant a obtenu les performances d'abattement suivantes :

23 janvier 2026 : 93,75%

28 janvier 2026 : 85,63%

06 février 2026 : -207,69% (3 000µg/l en entrée, 40 000µg/l en sortie de l'unité de traitement)

12 février 2026 : 82%

18 février 2026 : 65,5%

Interrogé sur l'incident du 06 février 2026 où l'unité a relargué davantage de lithium que ce qui y est entré, le prestataire COLAS a indiqué que les fortes teneurs en sortie proviendrait d'un mauvais rinçage du filtre durant sa régénération. Le prestataire s'est engagé à redoubler de vigilance à l'avenir dans l'application de sa procédure de régénération.

**Demande n°1 :** l'inspection des installations classées attend davantage de rigueur dans l'abattement du lithium par l'exploitant. S'il est parvenu à démontrer la performance de la barrière hydraulique pour le traitement de ce métal, l'inspection attend en revanche de la constance dans les résultats de traitement obtenus, quitte à multiplier si nécessaire les procédures (correctement appliquées) de régénération des résines échangeuses d'ions, actuellement au nombre de 3 par semaine.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

#### N° 3 : Gestion et traitement des eaux de ruissellement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article Titre 3 de l'annexe

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pompage des réseaux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 s'assure en tout temps de maintenir un niveau d'eau dans les réseaux de son site sis Grand-Couronne le plus bas possible, conformément à la gestion et au traitement décrits dans son arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 07 mars 2023. L'exploitant veille à ce que les eaux situées dans le regard Sud-Est de l'installation, à proximité de la cellule n°4, fassent l'objet du même traitement.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant le 31 juillet un compte-rendu détaillant le débit de pompage de ces eaux, les valeurs atteintes, l'exutoire sélectionné ainsi que le planning de rejet.

L'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 a la possibilité de soumettre à l'inspection des installations classées une demande d'arrêt du traitement des eaux présentes dans les réseaux de son site une fois les opérations de déblais réalisées.

#### Constats :

Depuis le 12 janvier 2026, la société COLAS a immergé une pompe vide cave dans le point bas des réseaux d'eaux de ruissellement (regard n°22 selon le DOE, n°5 selon la numérotation COLAS) pour y maintenir un niveau minimal. Durant la visite, COLAS a annoncé la casse de cet équipement, pour un remplacement prévu le 09 mars 2026.

D'après son tableau de suivi, la mise en place de cette pompe a permis une nette baisse des épaisseurs d'eau fin janvier 2026. Toutefois depuis février, près d'un mètre d'eau est réapparue dans celui-ci.

**Commentaire n°2 :** l'inspection des installations classées reste attentive à l'élimination constante des eaux de ruissellement du site et s'assurera que ces épaisseurs d'eaux redescendent une fois l'équipement de pompage substitué.

**Demande n°2 :** en plus de confirmer le remplacement de la pompe vide cave, l'exploitant présentera à l'inspection des installations classées d'ici le 31 mars 2026 le traitement qu'il compte opérer sur le regard à l'extrême Sud-Est du site (n°1bis), non relié au réseau d'eau pluviale, qui réceptionne les eaux provenant des drains situés sous l'entrepôt et dont un prélèvement antérieur confirmait un marquage au lithium.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 14 jours

#### N° 4 : Déconstruction

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/09/2025, article 1er

**Thème(s) :** Risques accidentels, Achèvement des travaux de déconstruction

#### Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La date limite d'achèvement des travaux de déconstruction et de gestion des déblais issus de l'incendie du 16 janvier 2023 fixée à l'article 1.1 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 31 mars 2024 au **31 décembre 2025**.

[...]

## Constats :

Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a constaté l'arrivée sur site de la base vie du chantier ainsi que d'une pelle mécanique. Le chef de chantier de la société CARDEM rencontré a indiqué le raccord aux eaux usées comme réalisé et celui de l'eau potable prévu pour le lendemain. A ce stade, le site est alimenté en énergie par un groupe électrogène de 4h à 18h, distinct des installations de COLAS. Le raccordement à la base vie sera achevé par la société NGE dans les jours à venir. Une connexion pérenne via ENEDIS est prévue sous 3 semaines.

Le chef de chantier de CARDEM a annoncé l'arrivée à partir du lundi 09 mars 2026 de 2 pelles mécaniques de 40 et 75 tonnes pour un début immédiat des travaux cette semaine. Le long bras de ces pelles sera alors employé en premier lieu pour descendre les poutrelles de la cellule C2. Des tas seront formés dans chaque cellules par matériaux (béton, ferraille, SIPOREX) et ne seront dans un premier temps pas mélangés entre cellules, le temps de leur caractérisation.

**Commentaire n°3 :** l'inspection des installations classées constate un décalage des travaux de moins d'une semaine comparativement au planning prévisionnel daté du 30 janvier 2026. Interrogés sur l'atteinte de la date de fin de chantier estimée à la semaine 18, le chef de chantier et le représentant du maître d'œuvre SEREA ont exprimé leur confiance sur leur capacité à rattraper ce retard, hors contretemps.

De premiers prélèvements surfaciques ont été réalisés le mardi 24 février 2026 sur les murs de séparation C1/C2 côté C1 et sur C2/C3 côté C3 dans un premier temps, par souci de sécurité. 17 à 18 prélèvements par murs ont été menés sur différentes hauteurs, du soubassement à la toiture à l'aide d'une nacelle, en privilégiant les zones les plus impactées par l'incendie (assombries et tachées). Les résultats sont attendus prochainement.

Par ailleurs, des tas de déblais sont déjà formés dans les cellules C2 et C3 consécutivement aux premiers travaux de déconstruction menés fin 2023. SEREA prévoit leur échantillonnage et leur caractérisation dès la semaine du 09 mars 2026 avec l'aide des pelles mécanique amenées sur site, pour prélever au cœur des tas.

**Non-conformité n°1 :** l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié fixe l'échéance d'achèvement des travaux de déconstruction et de gestion des déblais au 31 décembre 2025. Au jour de la visite, l'achèvement des travaux de déconstruction est prévu pour fin avril 2026, sans annonce de délai pour la gestion des déblais. **Aussi, l'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade de mise en demeure à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime mais demande la transmission des résultats d'analyses des caractérisations menées dès disponibles, et avant mi-mai 2026. L'exploitant transmettra sa stratégie d'évacuation des déchets avant le 31 mai 2026.**

**Demande n°3 :** l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées de manière hebdomadaire les comptes-rendus de suivi du chantier de déconstruction.

**Demande n°4 :** l'exploitant profitera des travaux de déconstruction en cours pour évacuer définitivement les bigbags de terres excavées issus de l'aménagement sur site de 5 piézomètres en mars 2023 (Pz1 à 5).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant